

DÉLIBÉRATION n°2021-63
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 8 décembre 2021

Adoption du Budget Initial 2022

Le Conseil d'Administration,

Vu les statuts de l'IEP de Rennes, et en particulier l'article 22 du décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'Etudes politiques tel que modifié par le décret n°2017-959,

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1

Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- **17 ETPT** sous plafond et **14,43 ETPT** hors plafond
- **5 600 000 €** d'autorisations d'engagement dont :
 - 2 270 000 € en personnel
 - 2 100 000 € en fonctionnement
 - 1 230 000 € en investissement
- **5 560 000 €** de crédits de paiement
 - 2 270 000 € en personnel
 - 2 060 000 € en fonctionnement
 - 1 230 000 € en investissement
- **4 580 000 €** de prévisions de recettes
- **- 980 000 €** de solde budgétaire (déficit)

Article 2

Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- **- 979 970 €** de variation de trésorerie (prélèvement)
- **25 000 €** de résultat patrimonial
- **240 000 €** de capacité d'autofinancement
- **- 990 000 €** de variation de fonds de roulement (prélèvement)

Les tableaux emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.



INSTITUT D'ÉTUDES
POLITIQUES DE RENNES

104 bd de la Duchesse Anne
35700 Rennes, France
tel. +33 (0) 2 99 84 39 39
www.sciencespo-rennes.fr

Membres en exercice : 30 membres
Membres présents ou représentés : membres

Votes : Refus de participer au vote :

Abstention : 4

Contre :

Pour : 24

Délibération : adoptée. refusée.

Le 8 décembre 2021

Le Président
du Conseil d'Administration

Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

BI 2022 – Note de l'ordonnateur (13 pages)
Tableaux BI 2022 – final (8 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois
Budget initial 2022 "Institut d'Etudes Politiques de Rennes"

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	17	14,43	31,43

Rappel du plafond d'emplois notifié par le MESRI	17
--	----

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses de personnel

	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *
TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4)	17,00	742 083 €	14,43	677 917 €	31,43	2 270 000 €
1 - TITULAIRES						
* Titulaires État						
* Titulaires organisme (corps propre)						
2 - CONTRACTUELS	17,00	742 083	14,43	677 917	31,43	1 420 000
* Contractuels de droit public	17,00	742 083	14,43	677 917	31	1 420 000
øCDI	7,32	290 750	0,28	16 250	8	307 000
øCDD	9,68	451 333	14,15	661 667	24	1 113 000
Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)						
* Contractuels de droit privé	0	0	0	0	0	0
øCDI						
øCDD						
3 - CONTRATS AIDES						
4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...)						850 000

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité

	EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTEES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS	
	ETPT ***	Dépenses de fonctionnement ***
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	1,00	63 890 €
7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME	1,00	63 890 €
8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

**Tableau 2 -
Autorisations budgétaires - BI 2022**

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses							Recettes			
	Compte financier 2020		BR1 2021		BI 2022		Compte Financier 2020	BR1 2021	BI 2022	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	Montants	Montants	Montants	
Personnel	1 837 593	1 837 593	2 160 000	2 160 000	2 270 000	2 270 000	3 781 914	4 395 000	4 580 000	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>							1 424 652	1 459 324	1 456 936	Subvention pour charges de service public
							39 414			Autres financements de l'Etat
							68 838	50 000	50 000	Fiscalité affectée
Fonctionnement et intervention	1 657 605	1 478 654	2 200 000	2 000 000	2 100 000	2 060 000	453 560	600 000	282 242	Autres financements publics
							1 795 450	2 285 676	2 790 822	Recettes propres
							-	-		Recettes fléchées **
Investissement	222 193	240 652	680 000	550 000	1 230 000	1 230 000				Financements de l'Etat fléchés
										Autres financements publics fléchés
Enveloppes* destinées à des contrats de recherche	-	-	-	-	-	-				Recettes propres fléchées
Personnel										
Fonctionnement										
Investissement										
TOTAL DES DÉPENSES	3 717 391	3 556 898	5 040 000	4 710 000	5 600 000	5 560 000	3 781 914	4 395 000	4 580 000	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire (excédent)		225 016		-		-	-	315 000	980 000	Solde budgétaire (déficit)

Rennes, le 8 décembre 2021

Le Président de CA

Le Directeur

Yann LEJOLIVET

Pablo DIAZ

Tableau 3 -
Dépenses par destination et recettes par origine - BI 2022

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue (d) = (a) + (b) + (c)	1 170 000	1 170 000	400 220	448 220			1 570 220	1 618 220
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence (a)		-					-	-
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master (b)	1 170 000	1 170 000	400 220	448 220			1 570 220	1 618 220
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat (c)		-					-	-
D105 - Bibliothèques et documentation	65 000	65 000	111 000	110 000			176 000	175 000
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, et sciences de la santé		-					-	-
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	55 000	55 000	168 150	168 150			223 150	223 150
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale		-					-	-
D113 - Diffusion des savoirs et musées		-					-	-
D114 - Immobilier		-	300 000	300 000	887 000	887 000	1 187 000	1 187 000
D115 - Pilotage et support	965 000	965 000	618 630	578 630	343 000	343 000	1 926 630	1 886 630
Étudiants (h) = (e) + (f) + (g)	15 000	15 000	502 000	455 000	-	-	517 000	470 000
D201 - Aides directes aux étudiants (e)	15 000	15 000	472 000	425 000			487 000	440 000
D202 - Aides indirectes (f)		-					-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives (g)		-	30 000	30 000			30 000	30 000
Total	2 270 000	2 270 000	2 100 000	2 060 000	1 230 000	1 230 000	5 600 000	5 560 000
						SOLDE BUDGETAIRE (excédent)		

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	Recettes de l'organisme								Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD010 - Subvention pour charges de service public	1 456 936								1 456 936
FD020 - Droits d'inscription									
FD030 - Formation continue, diplômes propres et VAE			50 000		1 920 000				1 970 000
FD040 - Taxe d'apprentissage					30 000				30 000
F050 - Contrats et prestations de recherche hors ANR									-
FD060 - Valorisation									-
FD070 - ANR investissements d'avenir									-
FD080 - ANR hors investissements d'avenir									-
FD090 - Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				66 942					66 942
FD100 - Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				175 000					175 000
FD110 - Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				60 000					60 000
FD120 - Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs									-
FD130 - Autres recettes					821 122				821 122
Total	1 456 936	-	50 000	301 942	2 771 122	-	-	-	4 580 000
SOLDE BUDGETAIRE (déficit)									980 000

**Tableau 4 -
Équilibre financier - BI 2022**

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)					FINANCEMENTS			
	Compte Financier 2020	BR1 2021	BI 2022		Compte Financier 2020	BR1 2021	BI 2022	
Solde budgétaire (déficit) * (D2)	-	315 000	980 000		225 016	-	-	Solde budgétaire (excédent) * (D1)
dont solde budgétaire budget principal	-				225 016	-	-	dont solde budgétaire budget principal
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	60	420	420		450	450	450	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice) (c1)	124 170	194 000	182 000		178 970	179 000	182 000	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice) (c2)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) (e1)	8 972				57 446			Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1= D2+b1+c1+e1)	133 202	509 420	1 162 420	et	461 882	179 450	182 450	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2=D1+b2+c2+e2)
Variation de trésorerie (I)	328 681	-	-	ou	-	329 970	979 970	Variation de trésorerie (II)
dont Abondement de la trésorerie fléchée *** (a1)		-		ou				dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée *** (a2)
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée (d1)				ou		329 970	979 970	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d2)
TOTAL DES BESOINS (1 + I)	461 882	509 420	1 162 420	et	461 882	509 420	1 162 420	TOTAL DES FINANCEMENTS (2 + II)

Rennes, le 8 décembre 2021

Le Président de CA

Yann LEJOLIVET

Le Directeur

Pablo DIAZ

**Tableau 5 -
Opérations pour le compte de tiers - BI 2022**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Compte financier 2020		BR1 2021		BI 2022	
			Décaissements	Encaissements	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Opération 1: Bourses AMI	C 46711000	Aide à la mobilité internationale	27 370	27 370	165 000	150 000	150 000	150 000
			65 200					
Opération 2	C 47311000	Visite médicale	31 600	151 600				
autres		divers (dont reversement SCD)	8 972	57 446	29 000	29 000	32 000	32 000
TOTAL			133 142	236 416	194 000	179 000	182 000	182 000

**Tableau 6 -
Situation patrimoniale - BI 2022**

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2020	BR1 2021	BI 2022	PRODUITS	Compte Financier 2020	BR1 2021	BI 2022
Personnel	1 768 640	2 160 000	2 250 000	Subventions de l'Etat	1 442 462	1 459 324	1 456 936
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	254			Fiscalité affectée	113 583	50 000	50 000
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention	1 873 103	2 170 000	2 275 000	Autres subventions	406 468	400 000	400 000
				Autres produits	1 767 901	2 490 676	2 643 064
TOTAL DES CHARGES (1)	3 641 997	4 330 000	4 525 000	TOTAL DES PRODUITS (2)	3 730 413	4 400 000	4 550 000
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	88 416	70 000	25 000	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	-	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	3 730 413	4 400 000	4 550 000	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	3 730 413	4 400 000	4 550 000

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Compte Financier 2020	BR1 2021	BI 2022
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	88 416	70 000	25 000
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	168 127	170 000	215 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	11 266		
= CAF ou IAF*	245 277	240 000	240 000

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2020	BR1 2021	BI 2022	RESSOURCES	Compte Financier 2020	BR1 2021	BI 2022
Insuffisance d'autofinancement*	-	-	-	Capacité d'autofinancement*	245 277	240 000	240 000
Investissements	266 671	550 000	1 230 000	Financement de l'actif par l'Etat			
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	9 769		
Remboursement des dettes financières	60			Autres ressources	18 104		
				Augmentation des dettes financières	450		
TOTAL DES EMPLOIS (5)	266 731	550 000	1 230 000	TOTAL DES RESSOURCES (6)	273 600	240 000	240 000
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	6 869	-	-	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (5)-(6)	-	310 000	990 000

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Compte Financier 2020	BR1 2021	BI 2022
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	6 869	- 310 000	- 990 000
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	- 321 812	19 970	- 10 030
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) *	328 681	- 329 970	- 979 970
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	2 689 838	2 379 838	1 389 838
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	34 347	54 317	44 287
Niveau de la TRESORERIE	2 655 491	2 325 521	1 345 551

Rennes, le 8 décembre 2021

Le Président de CA

Le Directeur

Yann LEJOLIVET

Pablo DIAZ

**Tableau 7-
Plan de trésorerie - BI 2022**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(€)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	2 325 521,00	2 481 832,00	2 296 832,00	2 142 832,00	2 254 143,00	2 074 143,00	1 719 143,00	2 109 925,05	2 047 021,05	1 732 021,05	1 735 487,00	1 400 487,00	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	536 311	215 000	226 000	541 311	250 000	195 000	770 782	217 096	225 000	543 436	225 000	635 064	4 580 000
Subvention pour charges de service public	363 311,00	0,00	0,00	363 311,00	0,00	0,00	508 630,00	6 096,00		215 588,00			1 456 936
Autres financements de l'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00					-
Fiscalité affectée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 152,05	0,00		2 847,95			50 000
Autres financements publics	3 000,00	15 000,00	26 000,00	8 000,00	50 000,00	15 000,00	15 000,00	11 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	64 242	282 242
Recettes propres	170 000,00	200 000,00	200 000,00	170 000,00	200 000,00	180 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	300 000,00	200 000,00	570 822,00	2 790 822
Recettes budgétaires fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements de l'Etat fléchés													-
Autres financements publics fléchés													-
Recettes propres fléchées													-
Opérations non budgétaires				-	-	-	-	-		450		-	450
Emprunts : encaissements en capital													-
Prêts : encaissements en capital													-
Dépôts et cautionnements										450,00			450
Opérations gérées en comptes de tiers :	15 166	15 166	15 166	15 166	15 166	15 166	15 166	15 166	15 166	15 166	15 166	15 174	182 000
TVA encaissée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00					-
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 174,00	182 000
Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers													-
A. TOTAL	551 477	230 166	241 166	556 477	265 166	210 166	785 948	232 262	240 166	559 052	240 166	650 238	4 762 450
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	380 000	400 000	380 000	430 000	430 000	550 000	380 000	280 000	540 000	540 000	560 000	690 000	5 560 000
Personnel	200 000,00	170 000,00	160 000,00	180 000,00	230 000,00	340 000,00	200 000,00	110 000,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	2 270 000
Fonctionnement	130 000,00	180 000,00	170 000,00	200 000,00	150 000,00	150 000,00	110 000,00	120 000,00	170 000,00	170 000,00	190 000,00	320 000,00	2 060 000
Investissement	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	60 000,00	70 000,00	50 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	1 230 000
Dépenses liées à des recettes fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Personnel													-
Fonctionnement													-
Intervention													-
Investissement													-
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	420	-	-	420
Emprunts : remboursements en capital													-
Prêts : décaissements en capital										420			420
Dépôts et cautionnements													-
Opérations gérées en compte de tiers :	15 166	15 166	15 166	15 166	15 166	15 166	15 166	15 166	15 166	15 166	15 166	15 174	182 000
TVA décaissée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00					-
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 166,00	15 174,00	182 000
Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers													-
B. TOTAL	395 166	415 166	395 166	445 166	445 166	565 166	395 166	295 166	555 166	555 586	575 166	705 174	5 742 420
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	156 311	- 185 000	- 154 000	111 311	- 180 000	- 355 000	390 782	- 62 904	- 315 000	3 466	- 335 000	- 64 936	- 979 970
SOLDE CUMULE (1) + (2)	2 481 832	2 296 832	2 142 832	2 254 143	2 074 143	1 719 143	2 109 925	2 047 021	1 732 021	1 735 487	1 400 487	1 345 551	

Tableau de synthèse budgétaire et comptable

BI 2022

		CF 2020	BR1 2021	BI 2022
1	Niveau initial de restes à payer	356 159	516 652	846 652
2	Niveau initial du fonds de roulement	2 682 969	2 689 838	2 379 838
3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	356 159	34 347	34 347
4	Niveau initial de la trésorerie	2 326 810	2 655 491	2 325 521
4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée			0
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		2 655 491	2 325 521
5	Autorisations d'engagement	3 717 391	5 040 000	5 600 000
6	Résultat patrimonial	88 416	70 000	25 000
7	Capacité d'autofinancement (CAF)	245 277	240 000	240 000
8	Variation du fonds de roulement	6 869	-310 000	-990 000
9	Opérations bilanciellles non budgétaires	SENS	390	0
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+		0
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	-		0
	Cautionnements et dépôts	+/-	390	
10	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	3 385	0
	Variation de stocks	+/-		0
	Production immobilisée	+/-		0
	Charges sur créances irrécouvrables	+/-	-7 660	
	Produits divers de gestion courante	+/-	11 045	0
11	Décalsages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	-181 734	5 000
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/-	-225 979	
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/-	220 228	-10 000
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/-	-51	5 000
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/-	-175 932	
12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	225 016	-315 000	-980 000
12.a	Recettes budgétaires	3 781 914	4 395 000	4 580 000
12.b	Crédits de paiement ouverts	3 556 898	4 710 000	5 560 000
13	Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	103 665	-14 970	30
14	Variation de la trésorerie = 12 + 13	328 681	-329 970	-979 970
14.a	dont variation de la trésorerie fléchée			0
14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	328 681	-329 970	-979 970
15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 - 13	-281 624	19 970	-10 030
16	Restes à payer	160 493	330 000	40 000
17	Niveau final de restes à payer	516 652	846 652	886 652
18	Niveau final du fonds de roulement	2 689 838	2 379 838	1 389 838
19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	34 347	54 317	44 287
20	Niveau final de la trésorerie	2 655 491	2 325 521	1 345 551
20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée			0
20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	2 655 491	2 325 521	1 345 551

Flux de l'année



BUDGET INITIAL 2022

RAPPORT DE PRESENTATION

Conseil d'administration du 8 décembre 2021

I - Le contexte national : lecture synthétique du Projet de Loi de Finances 2022 du Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)

Le projet de loi de Finances 2022 a été présenté en Conseil des Ministres le 22 septembre dernier.

Il prévoit un budget de 24,6 milliards € pour le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), soit une hausse de 700 millions d'euros par rapport au budget 2021.

Le budget du MESRI comporte trois principaux programmes :

- Le programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire »
- Le programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires »
- Le programme 231 « Vie étudiante »

A ces programmes, s'ajoutent cette année les crédits exceptionnels du « Plan de relance » post-COVID, investi dans le fonctionnement et l'investissement des établissements d'enseignement supérieur.

Intéressant l'IEP, la lecture synthétique des documents fait ressortir les points suivants.

Sur le programme 150 (14, 6 milliards €), le Ministère met en avant la mise en œuvre de la deuxième année de la Loi de Programmation pour la Recherche (138 millions € sur le programme 150) qui servira à financer notamment des créations d'emplois (+370 postes dans les universités en 2022). Le Ministère précise que cette hausse des emplois concerne notamment « les chaires de professeurs junior, des emplois administratifs et des postes d'enseignants chercheurs ». Le Ministère a également annoncé une dotation additionnelle en 2022 à la subvention pour charge de service public pour accompagner le volet RH de la LPR.

Le Ministère confirme l'entrée des IEP dans le Dialogue stratégique de gestion 2022. Il insiste également sur l'accompagnement des établissements dans le suivi et l'optimisation de leurs ressources et emplois, lié à ce dialogue.

Dans le contexte de relance des échanges internationaux, le Ministère rappelle son objectif de 500 000 étudiants internationaux accueillis en France en 2027, en s'appuyant notamment sur le dispositif « Bienvenue en France ».

Le programme 172 (7 milliards €) insiste également sur la mise en œuvre de la LPR (+330 millions €), en listant notamment les hausses de dotation aux grands organismes de recherche et les moyens dédiés à l'amélioration des carrières dans la recherche, la rémunération des doctorants et l'augmentation des moyens aux laboratoires.

Le programme 231 (3 milliards €, en hausse de 179 millions € par rapport à 2021) mentionne notamment le maintien du repas à 1€ dans les CROUS pour les étudiants boursiers, la revalorisation des bourses sur critères sociaux et des aides d'urgence dispensées par les CROUS, le dispositif de prêt étudiant garantis par l'Etat ou encore la distribution gratuite de protections périodiques via les CROUS. Dans ce même programme, le Ministère rappelle que depuis la création de la CVEC lors de la rentrée 2018, ce sont 350,4 millions € qui ont été affectés aux établissements affectataires et 61,9 millions € aux CROUS.

Enfin, en plus de ces programmes, le Ministère évalue à 1,3 milliard € l'investissement réalisé dans les bâtiments de l'enseignement supérieur et de la recherche avec les moyens du « Plan de Relance » post COVID, lancé à l'automne 2020. Dans ce cadre, pour rappel c'est 3 millions € qui ont été ajoutés en 2020 à la première tranche de 1 million € prévus du CPER 2015-2020, pour la mise aux normes accessibilité, énergétiques et sécurité du Campus de Rennes (budget directement géré par le Rectorat). Les travaux doivent débuter en janvier 2022.

II - Les projets de l'établissement

La rentrée 2021 a été un moment de très grande satisfaction pour toute la communauté universitaire de Sciences Po Rennes. Après des mois de confinement et de jauges limitées, tous les étudiants ont pu enfin revenir sur site ainsi que l'ensemble des personnels. La vie étudiante a redémarré notamment à travers la dynamique associative. En cette fin d'année 2021, la situation liée à la pandémie reste encore malheureusement fragile mais l'espoir est revenu et les projets ont pu redémarrer, en tenant compte de l'expérience tirée des épreuves vécues.

La célébration des 30 ans de Sciences Po Rennes, qui n'a pas pu avoir lieu en 2021, va être reportée au premier semestre 2022. Elle coïncidera ainsi avec les 10 ans du Campus de Caen. Une série d'événements sont prévus tout au long du premier semestre 2022.

Il est indispensable de poursuivre et consolider notre remarquable dynamique en garantissant la soutenabilité financière de notre établissement. Il importe de continuer à porter notre projet stratégique permettant de former les générations d'étudiants des 30 prochaines années. Cette nécessité d'une vision prospective est d'autant plus nécessaire que le monde de demain et, en

particulier le paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche, sera radicalement différent de celui d'aujourd'hui.

Dans cette période d'incertitude, le projet stratégique de Sciences Po Rennes « 2020-2025 – *Voir plus loin, anticiper le monde de demain* » et ses cinq grandes orientations sont restés un repère essentiel :

- L'indispensable coopération institutionnelle
- L'incontournable transformation pédagogique
- L'impératif de recherche d'excellence
- La nécessité d'une vie étudiante épanouie et des conditions d'étude de qualité
- L'exigence de responsabilité sociétale et environnementale

En 2022, ces 5 grandes orientations continueront à structurer l'action de l'établissement et donc la construction du budget 2022.

2.1. L'indispensable coopération institutionnelle

En matière de coopération institutionnelle, 2022 sera une année clé à l'échelle du site universitaire de Rennes. En effet, l'année 2022 marquera le début de la négociation d'un nouveau contrat de site (2022-2027) d'objectifs et de moyens entre les établissements rennais et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESRI). Ce processus de contractualisation était interrompu depuis 2017 suite aux difficultés de l'ancienne COMUE interrégionale (Université Bretagne Loire – dite « UBL »). Il est à nouveau rendu possible grâce à la création de la Convention de Coordination Territoriale regroupant les Universités de Rennes 1, Rennes 2, l'ENS, l'ENSCR, l'EHESP, l'IEP et l'INSA. L'écriture d'un contrat de site commun aux membres d'UniR pour la période 2022-2026 sera adopté par les conseils d'administration des différents établissements. Il aura en effet un volet spécifique à chaque établissement mais également une partie commune aux sept établissements.

Dans ces négociations à venir, l'objectif affiché par la Direction de Sciences Po Rennes sera de demander un accroissement de ses moyens (humains et financiers), condition sine qua non pour continuer son développement, à l'instar des autres IEP de région, et continuer à déployer son projet stratégique.

L'entrée, pour la première fois à l'automne 2021, des IEP de région dans le « Dialogue Stratégique de Gestion » (DSG) constitue une première étape très importante dont nous devons nous féliciter. Ce dialogue permet, à l'issue d'une négociation annuelle, au MESRI, d'accorder des budgets supplémentaires aux établissements qui lui soumettent des projets cohérents avec les priorités de la contractualisation. Avant même le début de la future contractualisation, Sciences Po Rennes a ainsi déposé quatre projets pour un montant global de 480.000€, évoqués ci-après. Ils seront inscrits au Budget Rectificatif 2022.

Hors du site rennais, Sciences Po Rennes poursuivra en 2022 son implantation dans le Grand Ouest. Un projet de formation commune (Politiques publiques, design et éthique) est en cours de réflexion avec l'Ecole de Design de Nantes, dans le cadre de la convention signée cette année. Des contacts fructueux ont également été noués avec le site universitaire brestois pour monter une formation sur la gouvernance des métropoles maritimes (inédite dans le réseau des IEP de région). A Caen, la dynamique de développement se poursuit avec le soutien actif des collectivités normandes, notamment autour

d'un projet de coopération renforcée avec « le Dôme », le Centre de culture scientifique, technique et industrielle de Caen.

A l'échelle nationale, Sciences Po Rennes participera au développement du réseau SCPO, regroupant les sept IEP d'Aix, Lille, Lyon, Rennes, Saint-germain Strasbourg et Toulouse. En plus du concours commun 2022, qui nous l'espérons, pourra avoir lieu sur site, d'autres actions communes seront renforcées comme par exemple la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Le réseau ScPO plus les IEP de Bordeaux et Grenoble ont répondu ensemble à l'appel à projet du MESRI sur cette thématique. Ce projet a été lauréat et a obtenu une subvention de 50 000 euros. Il conviendra de le déployer collectivement en 2022.

Enfin, à l'international, nous pouvons nous féliciter cette année de la reprise des mobilités : mobilités sortantes, de nos étudiants de 3^e année à l'étranger, comme des mobilités entrantes, avec une centaine d'étudiants internationaux accueillis à l'IEP. 2022 marquera la première année pleine de l'entrée en vigueur de la nouvelle programmation Erasmus + (2021-2027). A cette occasion, Sciences Po Rennes est amené à renouveler l'ensemble de ses partenariats Erasmus. Plusieurs éléments devront faire l'objet d'une vigilance particulière en 2022 : la baisse très importante des dotations issues du programme Erasmus +, le non renouvellement de certains accords de mobilité et la sortie effective du Royaume Uni du programme Erasmus. Autant d'éléments qui nous imposent de continuer notre effort de recherche de nouveaux partenariats académiques et financiers à l'international.

2.2. L'incontournable transformation pédagogique

Concernant la transformation pédagogique, l'année 2022 sera marquée par l'accréditation d'une nouvelle mention de master « Villes et environnements urbains » co-accrédité par l'EHESP, l'INSA et Sciences Po Rennes ainsi que par l'ouverture de la 2^{ème} du grade Master « Générations futures et transitions juridiques » à Caen.

Les moyens dédiés aux projets pédagogiques innovants menés en complément des cours seront maintenus (conférences sociétales, hackathons, modules projets, voyages d'étude...). Dans ce cadre, au printemps 2022, Rennes Métropole, les Champs Libres, le grand équipement culturel de la métropole rennaise, a invité des étudiants de Sciences Po Rennes à organiser avec lui, un grand évènement public inédit, donnant la parole à la jeunesse, en partenariat avec le journal Le Monde. Cet évènement a pour objectif de rassembler, chaque année, la jeunesse dans toute sa diversité autour de des thématiques des transitions et de la relève.

Avec le déploiement de l'approche « compétences », l'établissement souhaite reconnaître davantage ces expériences et ces savoir-faire pratiques, acquis en complément des connaissances académiques requises par le cursus. Dans le cadre du dialogue stratégique de gestion 2022, un projet a ainsi été déposé pour élaborer un outil dédié à la capitalisation de ces compétences (Portfolio).

D'une manière générale, les différents confinements ont amené l'établissement à donner une forte impulsion aux moyens numériques dédiés à la pédagogie : attribution de licences Zoom pour la visioconférence à chaque enseignant, reconduction d'un partenariat fort avec Klaxoont, acquisition de

l'application Testwee pour organiser des épreuves à distance, organisation des « semaines pro » et des Journées Portes Ouvertes virtuelles, plan de rénovation du réseau Wifi... Cet effort sera poursuivi et amplifié en 2022 avec le déploiement d'un Learning Management System (LMS) pour tout l'établissement. Un LMS est une plateforme dédiée à la pédagogie permettant de diffuser du contenu écrit, audio, video, d'organiser des groupes de travail, d'interagir différemment avec les étudiants ou entre étudiants. Pour aider les enseignants et les personnels à se former aux possibilités offertes par l'outil, Sciences Po Rennes a été lauréat de l'appel à projets « Hybridation des formations », ce qui va lui permettre de recruter un poste d'ingénieur pédagogique dédié pour l'année 2022. L'élaboration d'un nouveau site internet et d'un nouveau site intranet, plus participatifs, est également prévue pour l'été 2022.

Enfin, ce budget initial s'appuie sur la poursuite du développement des formations professionnelles : formations initiales en alternance, ouverture de nouveaux cursus à la formation continue, formation des élus, extension de la Valorisation des Acquis de l'Expérience (VAE) et développement des « formations courtes » dédiées aux professionnels. La progression constatée mérite d'être saluée.

2.3. L'impératif de recherche d'excellence

Concernant la Recherche, Sciences Po Rennes continuera à déployer en 2022 son projet scientifique 2020-2025. Plusieurs postes d'enseignants chercheurs seront renouvelés (au moins deux postes de professeur et un poste de maître de conférences). L'établissement accueillera en juin le colloque international de l'Association Régionale de Langue Française (ARLF). L'ARLF est un organisme international francophone qui vise à fédérer toutes les disciplines scientifiques concourant à l'analyse de l'espace et des territoires (géographie, aménagement, économie, droit, science politique...). 2022 sera également une année importante pour la Chaire Territoire et Mutations de l'Action Publique (TMAP) puisqu'elle marquera le début d'une nouvelle phase de contractualisation de trois ans avec ses partenaires. Enfin, dans le cadre du Dialogue stratégique de gestion, en partenariat avec la Grande Ecole des Solidarités (regroupant Sciences Po Rennes, l'EHESP, Askoria et l'Université de Rennes 2) un projet de recherche inédit a été déposé par l'IEP sur l'innovation sociale dans les « tiers lieux », analyse comparée à l'échelle internationale.

2.4. La nécessité d'une vie étudiante épanouie et des conditions d'étude de qualité

En ce qui concerne la vie étudiante et les conditions d'étude, en complément du rapport spécifique dédié à l'usage de la Contribution de Vie Etudiante et de Campus (CVEC), la décision de maintenir en 2022 les dispositifs des étudiants tuteurs solidaires (appui aux étudiants de première année) et des ambassadeurs santé (physique et psychologique) doit être soulignée.

Pour les associations étudiantes, l'effort de formation et d'appui sera poursuivi, avec l'aide d'UNIR, ainsi que la structuration des procédures et du dialogue avec les représentants tout au long de l'année.

Pour améliorer encore, à moyen terme, les conditions de vie des étudiants et des personnels, 2022 devrait aussi, nous l'espérons, être une année riche chantiers immobiliers. La campagne de travaux de mise aux normes accessibilité, énergie et sécurité du Campus de Rennes, financée par le CPER et le Plan de Relance à hauteur de 4 millions € (hors budget IEP) doit démarrer au mois de janvier. Nous espérons également boucler en 2022 le plan de financement du projet de refonte complète de la bibliothèque du Campus de Rennes. Enfin sur le Campus de Caen, grâce à l'appui de la Région Normandie, une étude a été réalisée par un cabinet d'architectes danois pour des travaux de réaménagement du Campus Pasteur pour faire face à la croissance des effectifs ; il conviendra en 2022 de choisir et de programmer les travaux nécessaires. A ce chantier s'ajoutera, à moyen terme, le projet d'extension du campus de Caen hors du campus Pasteur. Des réflexions sont en cours avec la Mairie de Caen et la communauté urbaine de Caen la Mer.

2.5. L'exigence de responsabilité sociétale et environnementale

En ce qui concerne la Responsabilité sociétale et environnementale, grâce au soutien des Rectorats et des collectivités territoriales notamment l'académie de Bretagne et la Région Bretagne, une forte impulsion a été donnée cette année aux actions de démocratisation menés par Sciences Po Rennes dans le Grand Ouest. En 2021-2022, les différents programmes concernent au total 61 établissements sur les académies de Bretagne, de Normandie, de Pays de la Loire et de la Réunion, soit plus de 200 lycéens des filières générales, 400 collégiens de REP+ ou rural isolé et pour la première fois 50 lycéens de Bac Pro. Pour pérenniser les moyens humains et étendre encore ces dispositifs, un projet a été déposé au Dialogue stratégique de gestion 2022 pour les années 2022 et 2023. L'objectif serait d'atteindre les 1000 élèves en 2023.

Au sein de l'IEP, en matière sociétale, une action forte a été menée à la rentrée 2021 dans la lutte contre toutes les formes de violences sexuelles et sexistes avec le lancement d'un programme de sensibilisation de l'ensemble des étudiants et des personnels par des professionnels du droit et de la santé. Cette action sera achevée en 2022 et elle pourra être pérennisée auprès des futurs promotions.

Les premiers projets issus des budgets participatifs des étudiants et des personnels sont mis en œuvre, ces opérations seront reconduites en 2022.

Pour les personnels, la mission d'accompagnement sur la qualité de vie au travail et la prévention des risques psycho-sociaux, lancée fin 2021 avec le concours du CHSCT, sera poursuivie en 2022.

En matière environnementale, les cycles de conférences thématiques et l'opération de formation des étudiants aux enjeux climatiques via « la fresque du climat » seront reconduites. En investissement, en plus des grands travaux de mise aux normes thermiques financés par le Plan de Relance, déjà cités, le tri sélectif des déchets a été mis en place à l'IEP à Rennes et à Caen en 2021. A l'été 2022, le Campus de Rennes sera raccordé au réseau de chaleur de Rennes Métropole, ce qui permettra de supprimer les anciennes chaudières gaz.

Le souhait de Sciences Po Rennes est de consolider tous ces projets dans une démarche globale de labellisation Développement Durable et Responsabilité Sociétale (DD&RS) dès 2022. La labellisation permettant de bénéficier d'un regard externe et d'une dynamique de réseau.

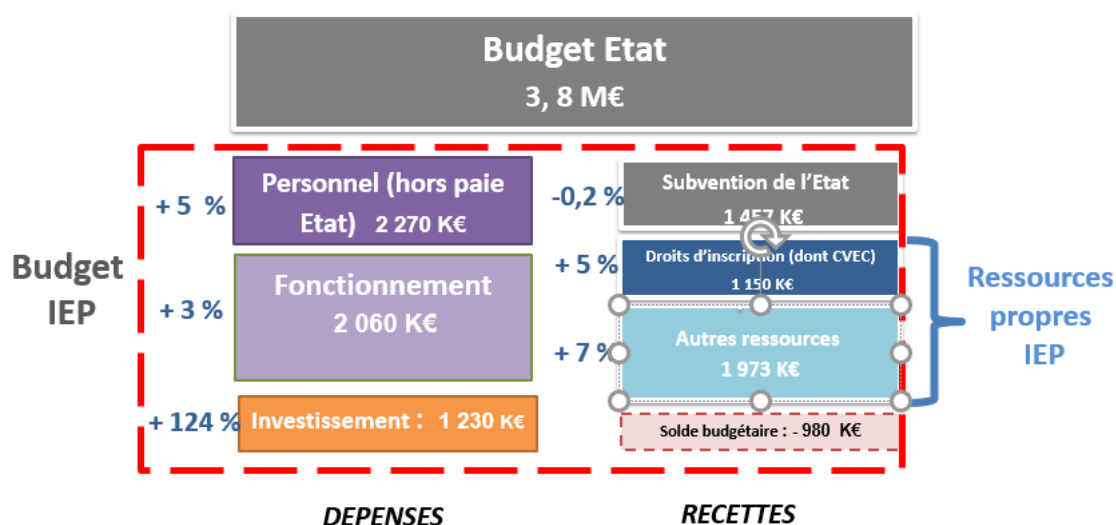
Suivre et mettre en œuvre l'ensemble de ces projets n'est possible que grâce au concours de l'ensemble des agents de Sciences Po Rennes, équipe de direction, enseignants et agents administratifs, élus et représentants étudiants. Leur engagement doit, une nouvelle fois, ici être salué. Cependant relever les défis cités ici suppose aussi de renforcer encore nos moyens en matière de pilotage. Il est donc prévu, à partir de 2022 d'accroître les moyens RH et de poursuivre l'accompagnement des services dans la mise en place de la démarche qualité, engagée en 2021, au bénéfice de tous.

III - Présentation du budget 2022

A la fin 2020 (dernier exercice clôturé), un excédent de 90 K€ et une capacité d'autofinancement de 245 K€ ont été constatés. Le niveau du fonds de roulement s'élève à 2 690 K€, permettant de larges perspectives d'investissements.

Le Budget initial 2022 s'établit à 5 560 M€ en dépenses (crédits de paiement) et à 4 580 M€ en recettes encaissées. Il est prévu plusieurs opérations importantes en investissement.

En comptabilité générale, le résultat prévisionnel s'établit à 25 K€. La capacité d'autofinancement (CAF) prévisionnelle (hors investissement) s'établit ainsi à + 240 K€.



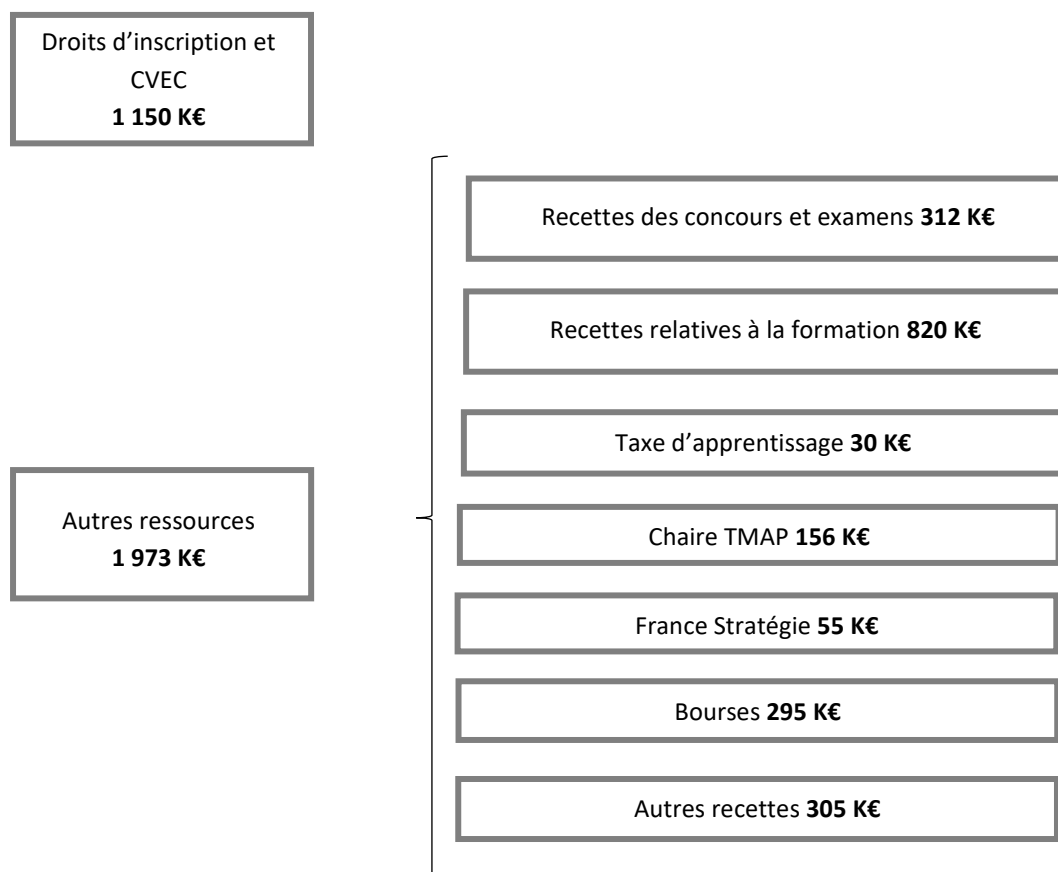
La prévision du solde budgétaire (qui inclut les dépenses d'investissement) est par conséquent établie à -980 K€, avec un prélèvement quasi égal attendu en trésorerie.

3.1. Les recettes : une dynamique des recettes propres maintenue

Les recettes prévues pour 2022 s'établissent à un montant de 4 580 K€, soit une évolution de +4 % par rapport au BR 2021.

	CF 2020	BI 2021	BR 2021	BI 2022
TOTAL RECETTES	3 781 914	4 200 000	4 395 000	4 580 000
Subvention SCSP	1 424 652	1 453 228	1 459 324	1 456 936
Recettes propres	2 357 262	2 746 772	2 935 676	3 123 064
<i>dont droits d'inscription</i>	1 077 766	1 015 000	1 050 000	1 100 000
<i>dont autres recettes propres</i>	1 279 497	1 731 772	1 885 676	2 023 064

Répartition des recettes propres :



- La subvention pour charges de service public (SCSP) du MESRI

La subvention pour charges de service public s'élèvera à 1 456 936 K€ en 2022, tenant compte d'une dotation exceptionnelle sureté en 2021 (qui n'est pas renouvelée en 2022) et d'enveloppes supplémentaires en 2022 pour financer des mesures relatives à la Loi de Programmation de la Recherche.

- **Les recettes liées à la formation**

- Droits du diplôme

Les droits d'inscription sont prévus à hauteur de 1 100 K€, tenant compte d'une augmentation de 2% qui tient compte du taux d'inflation prévu en 2022. Les droits étaient restés constants ces deux dernières années.

- Formation professionnelle

Les recettes liées à l'alternance (apprentissage et contrats de professionnalisation), formations continues, formations courtes et à la taxe d'apprentissage sont attendues en augmentation de 23 % depuis le BR 2021. Elles devraient s'élever à 850 K€.

- **Les recettes liées à la recherche**

La chaire TMAP consolidera ses partenariats historiques qui ont actés lors de la renégociation des conventions triennales une augmentation de leur contribution. Le montant des subventions attendues en 2022 pour les activités de la Chaire et l'Ecole d'été est de 111 K€, auxquels s'ajoutent 45 K€ attendus pour le colloque de l'Association de Sciences Régionales de Langue Française.

De plus, la chaire TMAP de Sciences Po Rennes, en partenariat avec l'EHESP, a répondu en fin d'année 2020, à un appel à projet de recherche et d'évaluation à destination du monde universitaire, lancé par France Stratégie. Elle conduit ainsi un projet de recherche pluridisciplinaire « Gouvernance multi-niveaux et stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. La perspective de l'investissement social à l'épreuve de la complexité politico-administrative française". Le financement s'élèvera au total à 184 K€, dont 55 K€ encaissés en 2022.

- **Vie étudiante**

- Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)

La CVEC a été instituée par la loi Orientation et Réussite des Etudiants (ORE), qui a fusionné l'ensemble des droits et cotisations liés à la vie de campus a été perçue pour la première fois en 2019, s'est établie successivement à 67 K€ en 2019, puis 69 K€ en 2020 et 2021. Le montant inscrit pour 2022 est de 50 000€. Ce montant pourra être abondé dans l'année au vu des péréquations qui seront faites par le CROUS.

- Bourses

Le montant des financements pour le versement de bourses aux étudiants est en baisse de 112 K€, en raison d'une notification de crédits en forte baisse de la convention Erasmus 2021.

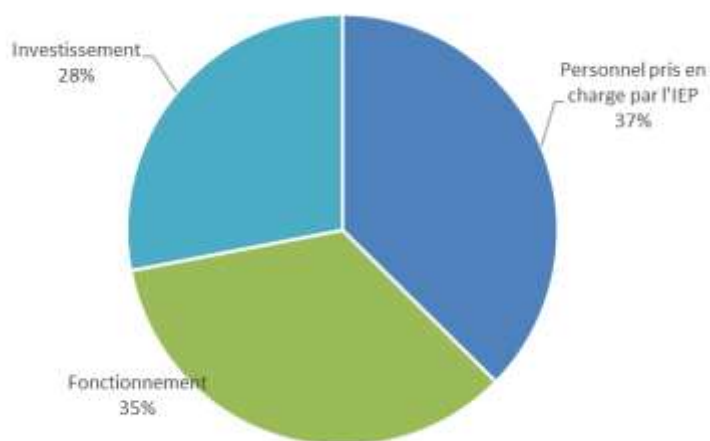
L'IEP perçoit également des financements pour les bourses CIFA (Diplôme Franco-Allemand) et du programme ISEP

3.2. Les dépenses : une évolution du fonctionnement contenue et une volonté d'investissement affirmée

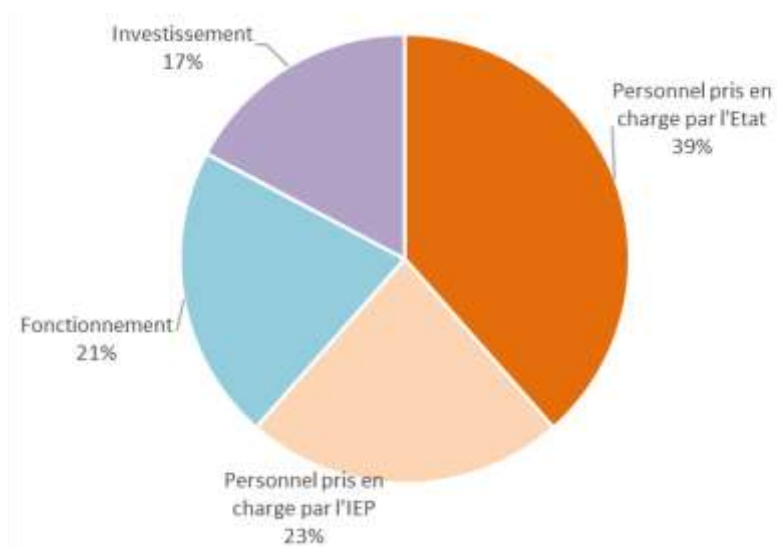
Les dépenses hors investissement augmentent de 8,1 % en autorisations d'engagement et de 10,9 % en crédits de paiement.

Les budgets des établissements d'enseignement supérieur soumis à la comptabilité budgétaire prévoient la répartition des dépenses en trois enveloppes : personnel, fonctionnement et investissement.

Les dépenses dans le BI 2022 de l'IEP sont ainsi réparties (budget IEP) :

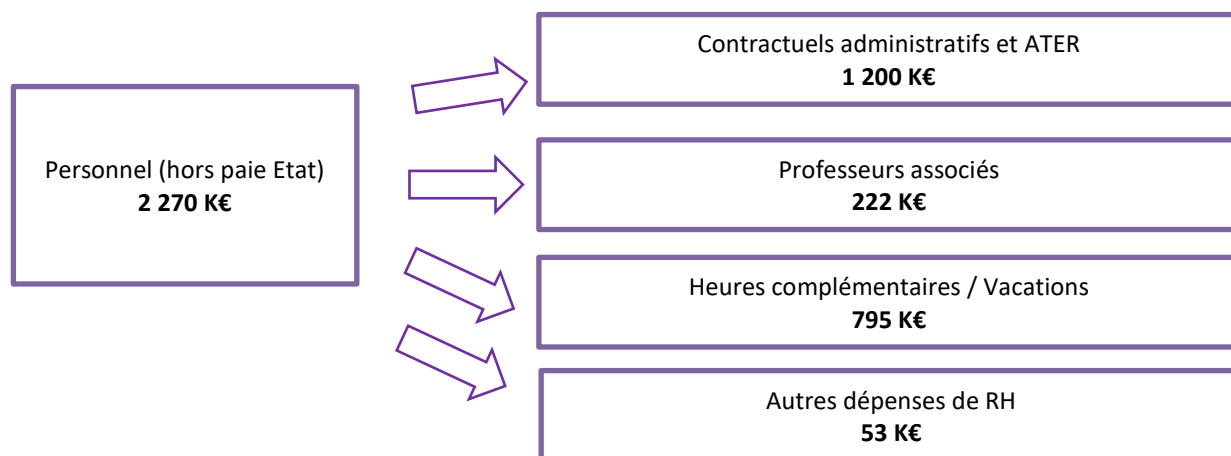


Le budget total agrégé de l'IEP (avec la masse salariale gérée et versée par l'Etat) est ainsi réparti :



3.2.1. - L'enveloppe « Personnel »

Hors paie Etat, l'enveloppe Personnel s'évalue à **2 270 K€** en 2022.



L'enveloppe salariale augmente de 110 K€ par rapport au BR 2021.

Cette augmentation tient compte de la création de 3 postes, dont deux sont financés par des appels à projets ministériels ou des ressources propres.

Deux ETPT hors plafond sont créés pour des postes de Conseiller en formation Continue et de Chargé de mission "Ingénierie pédagogique & Hybridation". Ce dernier recrutement a été obtenu suite à un appel à projets concernant l'accompagnement et la formation des enseignants aux outils pédagogiques numériques.

Dans l'hypothèse où les projets déposés seraient éligibles au Dialogue Stratégique de Gestion, ils occasionneront la création d'un emploi dédié au développement de la recherche, ainsi que l'inscription de crédits sur la masse de fonctionnement.

La maîtrise et la sécurisation de la masse salariale demeurent des objectifs prioritaires. Dans cet objectif, un poste de DGA RH est créé en 2022. De plus, le projet de changement de SIRH (projet Winpaie +) se poursuit. Le déploiement en cours permettra d'améliorer les outils de pilotage de la masse salariale, et de tendre vers les standards des RCE. Par ailleurs, la plate-forme Zellio a été déployée en 2021, permettant de dématérialiser les dossiers des vacataires et sécuriser le suivi des heures d'enseignement.

3.2.2. – Dépenses de fonctionnement : une hausse des projets co-financés

Les dépenses de fonctionnement sont inscrites au Budget Initial pour 2021 pour 2,1 M€ en Autorisations d'Engagement et 2,06 M€ en Crédits de Paiements.

Les dépenses de fonctionnement sont évaluées en tenant compte des dépenses récurrentes, et des évolutions qui interviendront en 2022.

Parmi les grandes catégories de dépenses de l'IEP :

- Les bourses demeurent un poste de dépenses essentiel, soit 23 % des dépenses de l'Ecole. En 2021, la convention Erasmus a été notifiée en baisse sensible après une année 2020 marquée par la suppression des bourses JALI, financées par le Conseil régional de Bretagne.
- Les activités relatives à l'ensemble des formations, missions pédagogiques, recherche et à la vie étudiante représentent 35% des dépenses. En 2022, les frais de missions et de déplacements devraient être à la hausse, du fait des restrictions de déplacements connues en 2020 et 2021.
- Les services supports, dont l'immobilier représentent 43% des pour assurer le fonctionnement de l'Ecole.

De nouveaux projets voient le jour en 2022, induisant une augmentation des dépenses de fonctionnement, comme les 30 ans qui seront célébrés l'an prochain : une enveloppe de 30 K€ sera consacrée à cet événement.

Comme indiqué plus haut, les IEP intègrent pour la première fois en 2022 le Dialogue Stratégique de Gestion. Des cofinancements sont attendus pour un accompagnement vers un projet Qualité des processus de l'IEP et pour la mise à disposition d'un agent sur un programme d'action en faveur de la démocratisation, qui feront l'objet d'inscriptions de crédits au Budget rectificatif.

3.2.3. – Une programmation ambitieuse en investissement

Les travaux et achats réalisés en 2021 témoignent de l'ambition de la politique d'investissement de l'IEP, et ont mobilisé une partie des disponibilités de la trésorerie et du fonds de roulement alimentés depuis plusieurs années.

L'année 2020, marquée par la crise de la COVID 19, a vu le déploiement du télétravail généralisé, et la mise en place des enseignements à distance. En 2021, le développement des outils numériques s'est poursuivi, avec notamment l'équipement des sites rennais et caennais en visio-conférence, le déploiement d'un CRM et de larges travaux d'entretien et de rénovation à Rennes.

	CF 2019		CF 2020		BR 2021		BI 2022	
	AE 2019	CP 2019	AE 2020	CP 2020	AE 2021	CP 2021	AE 2022	CP 2022
Réaménagement et extension locaux							887 000	887 000
<i>Bibliothèque Rennes</i>							500 000	500 000
<i>Réaménagement Campus de Caen</i>							150 000	150 000
<i>Bureaux Tour C</i>							200 000	200 000
<i>divers immobilier</i>							37 000	37 000
Transition Numérique							343 000	343 000
<i>renouvellement parc</i>							21 000	21 000
<i>baies de stockage commutateurs réseau</i>							57 000	57 000
<i>matériel sono amphis</i>							50 000	50 000
<i>bornes WIFI</i>							135 000	135 000
<i>Site web</i>							80 000	80 000
TOTAL	276 291	201 933	222 193	240 652	680 000	550 000	1 230 000	1 230 000

Pour 2022, il est proposé un montant de 1 230 K€ en investissement, comprenant notamment :

- Pour la transition numérique, il est prévu :
 - o une enveloppe pour le renouvellement du parc des ordinateurs (21 K€)
 - o l'achat de baies de stockage et de commutateurs réseau (57 K€)
 - o du matériel de sonorisation pour les amphithéâtres (50 K€)
 - o le report de l'enveloppe prévue pour les bornes WIFI (135 K€)
 - o la réalisation d'un nouveau site internet (80 K€)

L'IEP poursuit ainsi la transition numérique engagée en 2020.

- pour la partie réaménagement et extension des bâtiments
 - o le lancement de l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la rénovation de la bibliothèque (500 K€)
 - o la rénovation de la Tour C (bureaux administratifs) pour un montant de 200 K€,
 - o des travaux d'entretien divers, pour un montant de 37 K€
 - o Le Campus de Caen bénéficiera également d'une enveloppe de 150 K€ pour ses investissements, dont le projet évolution du Campus, cofinancé par la Région Normandie dans le cadre du programme Recherche et Innovation « Actions Sup ».

3.3. Les équilibres financiers

La présentation GBCP fait apparaître trois équilibres distincts, détaillés ci-après :

3.3.1. - L'équilibre budgétaire (tableau 2)

L'équilibre budgétaire correspond à la différence entre les prévisions de recettes et les crédits de paiement en dépenses (investissement compris). Il s'établit à -980 K€.

	CF 2020		BI 2021		BR 2021		BI 2022		BI 2022 / BR 2021	
	AE 2020	CP 2020	AE 2021	CP 2021	AE 2021	CP 2021	AE 2022	CP 2022	év° AE	év° CP
Personnel	1 837 593	1 837 593	2 250 000	2 250 000	2 160 000	2 160 000	2 270 000	2 270 000	5%	5%
Fonctionnement	1 657 605	1 478 654	2 000 000	1 850 000	2 200 000	2 000 000	2 100 000	2 060 000	-5%	3%
Investissement	222 193	240 652	595 000	595 000	680 000	550 000	1 230 000	1 230 000	81%	124%
TOTAL DEPENSES	3 717 391	3 556 898	4 845 000	4 695 000	4 695 000	4 710 000	5 600 000	5 560 000	19%	18%
TOTAL RECETTES	3 781 914		4 200 000		4 395 000		4 580 000		4%	
SOLDE BUDGETAIRE		225 016		-495 000		-315 000		-980 000		

3.3.2. - L'équilibre financier (tableaux 4 et 5)

Les éléments du tableau « équilibre financier permettent de totaliser non seulement les opérations budgétaires, mais aussi les opérations non budgétaires ayant un impact, positif et/ou négatif, sur la trésorerie de l'établissement (= les opérations en compte de tiers). Par différence entre les deux, on détermine la variation nette de trésorerie sur l'exercice. Pour 2022, l'équilibre financier s'établira par un prélèvement sur la trésorerie d'un montant de 979 970 K€.

3.3.3.- L'équilibre patrimonial (tableau 6)

L'équilibre patrimonial correspond aux charges et aux produits calculés. Le projet de budget initial fait apparaître un résultat excédentaire de 25 K€.

On déduit la capacité d'autofinancement (CAF) de cet équilibre patrimonial (en excluant les amortissements). La CAF permet de déterminer le montant de la trésorerie potentielle qui est généré par l'établissement dans le cadre de son activité et lui permettant d'assurer son financement. Pour 2022, la CAF est évaluée à + 240 K€.

	compte financier (CF)	Budget Initial	Budget rectificatif	Budget Initial
	2020	BI 2021	BR 2021	BI 2022
Personnel	1 768 894	2 185 000	2 160 000	2 250 000
Fonctionnement	1 873 103	2 000 000	2 170 000	2 275 000
TOTAL CHARGES	3 641 997	4 185 000	4 330 000	4 525 000
SCSP	1 442 462	1 453 228	1 459 324	1 456 936
Ressources hors SCSP	2 287 952	2 746 772	2 940 676	3 093 064
TOTAL PRODUITS	3 730 414	4 200 000	4 400 000	4 550 000
RESULTAT	88 417	15 000	70 000	25 000